
N°. 404.

L'AMI DU PEUPLE,
O U
LE PUBLICISTE PARISIEN.

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,
du Moniteur, et du plan de constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Samedi 19 Mars 1791.

Trahison de Duportail, principal agent du bureau de la guerre. Son attention à ne garnir nos frontieres que de régimens infideles à la patrie. — Scène anti-patriotique des officiers du régiment de la Fere. — Usurpation des fonctions de censeur public, par Bailly le contre-révolutionnaire. — Prévarication de Cahier, dit de Gerville, dans l'affaire de Vincennes. — Trait de platitude de Bailly, bas valet de la cour. — Exportation de notre numéraire à Londres.

A l'Ami du peuple.

Encore de l'aristocratie, et toujours de la part des traîtres dont presque tous les régimens sont infectés, grâces à l'ordonnance du roi, ou plutôt d'un ex-ministre, qui n'admettoit aux emplois militai-

res que les ci-devant nobles, ces sang-sues du peuple, dont ils sont les mortels ennemis.

Dimanche, 27 février, au bal de nuit, on répand dans la salle que les officiers du régiment de la Fère, infanterie, ont défendu aux musiciens (c'étoit ceux du régiment) de jouer la contredanse, dite de la nation, dans laquelle, à certaines mesures, l'orchestre se tait et on crie : vive la nation ! On demande la contredanse, les musiciens répondent qu'ils ne s'en souviennent plus : on insiste ; enfin un musicien avoue que les officiers leur ont défendu de la jouer. Quelques gardes nationaux expriment tout haut leur désapprobation. On tient des propos, les officiers présens s'en mêlent, s'opposent ; mais on force les musiciens ; l'air est joué, dansé et répété. Nouvelles explications entre les officiers et les gardes nationaux ; on s'échauffe ; un Sr. d'Auzac, capitaine, s'avise de croire qu'un habit blanc sur le dos d'un aristocrate doit en imposer aux trois couleurs ; le jeune de Brek, fils du commandant de la garde nationale lui fait baisser le ton. Le lendemain grande explication, et tout se termine par une défense aux militaires, en général, d'entrer dans un bal bourgeois. Dès lors scission entre eux et les citoyens, et le soldat est si bien travaillé, qu'il devient furieux contre la garde nationale de Neuf-Brisack.

Tel est le fait, qui a achevé de nous convaincre que cette ville est livrée à l'aristocratie militaire la plus dangereuse, quoique la mieux traitée. Ce sont ces ennemis du peuple que l'on veut opposer à l'ennemi qui menace notre frontière ! Eh ! qu'ils s'éloignent de nos murs ; nous suffisons à la défense de nos foyers. Mais jusqu'à quand la nation se laissera-t-elle abuser de la sorte ! Jusqu'à quand confiera-t-elle sa sûreté à des salariés qui n'attendent que l'instant favorable pour tourner leurs bras contre elle ! Citoyens ! c'est le cas de le dire ; la conjuration existe, tenons-nous sur nos gardes, avertissons toutes les sentinelles du peuple ! Et vous, musique, qui veillez avec tant d'autres patriotes sur le salut de la patrie, hâtez-vous de

publier ce fait ; nous désirons le lire dans toutes vos feuilles , jusqu'à ce que M. Duportail ait senti que la paix , l'union et la sûreté de notre ville veulent le renvoi du régiment de la Fère.

Le colonel , qui est un Sr. Boyer , chassé des bords du Rhône , après avoir partagé à Lyon , l'incivisme du général de Lachapelle , dont il est le beau-frère ; à peine arrivé dans cette ville , que sa demeure devint le repaire de toute l'aristocratie de l'ex-chapitre de Remiremont , dont sa femme est une échappée : toutes ces bouches ne vomissent qu'imprécations contre les représentans du peuple Français ; et croira-t-on que ce langage est journellement celui d'un sergent-major , nommé Delille , qui , rappelé par le soldat , à force de séductions de la part de leurs officiers , se trouve porté au moyen des nouvelles loix , au grade d'officier , et décoré de la croix de St. Louis , quoique du nombre des 23 mauvais sujets chassés il y a six mois de divers régimens par leurs camarades , mais accueillis par l'ex-ministre Latour-du-Pin , logés par lui , et nourris à l'hôtel des Invalides en attendant mieux , parceque ces hommes étoient dans ses principes.

Enfin , si l'on demande pourquoi les chefs de ce régiment ferment les yeux sur de pareils atrocités , nous répéterons que le colonel Boyer est le beau-frère du général de Lachapelle , dont il étoit supérieur à Lyon , en qualité de maréchal-général des logis ; c'est en dire assez.

Nous ajouterons que le lieutenant-colonel s'appelle Meunier , autre aristocrate , quoiqu'ayant débuté par le grade de soldat ; le même qui , lors de l'affaire de MM. de Lameth et de Castries , tint aux Tailles , en faveur du dernier , des propos qui le firent arrêter , après avoir échappé à la juste colère du peuple.

Le régiment de la Fère invoqueroit en vain le témoignage de notre brave commandant , M. de Roques , que quelques ennemis du bien public ont essayé de desservir ; ses principes ne sont pas ceux des individus du régiment de la Fère , et nous saisissons

cette occasion pour rendre justice à son amour pour la révolution et pour les citoyens de notre ville.

Par une société de citoyens patriotes
de Neuf-Brisack.

Signé Lavocat, secrétaire.

Neuf-Brisack, ce 4 mars 1791.

A l'Ami du peuple.

Jaloux de remettre en action, sous les yeux des Parisiens, un événement qui doit figurer avec éclat dans les fastes de l'histoire, je confiai il y a un mois, environ, à M. Camerany, se-mainier du théâtre Italien, une pièce intitulée: *La prise de la Bastille, fait historique, en trois actes, en prose et mêlée d'ariettes*. Je devois croire que sa délicatesse se borneroit, comme je l'en avois prié, à faire lecture de cette pièce à l'assemblée générale des comédiens, pour ensuite me la remettre s'ils la refusoient. Mais par une singularité bien étonnante, il est arrivé que M. Camerany s'est permis de colporter ma pièce dans les bureaux de la mairie, où elle est restée plusieurs jours. Après avoir commis cet abus de confiance, il me l'a rendue, en disant que le comité des comédiens ne l'avoit point acceptée.

Je n'entends nullement inculper tous les comédiens, je crois même qu'ils sont trop honnêtes pour avoir eu la moindre part à la démarche de M. Camerany, que je voudrois pouvoir laisser dans le secret; mais comme il importe aux auteurs dramatiques d'être prémunis contre pareille infidélité qui tient encore au régime

avilissant des Sartine et des Lenoir, j'ai pensé qu'avant d'aller en province faire jouer ma pièce, il étoit de mon devoir de leur dénoncer cet abus.

PAREIN, homme de loi.

Paris ce 6 mars 1791.

Observations de l'Ami du peuple.

Ce n'est pas manquer à mon plan que de parler de cette pièce; elle servira de texte à quelques observations.

Je ne perdrai pas le tems à remarquer combien la conduite du Sr. Camerany est contraire à l'honnêteté, puisqu'elle ne peut être considérée que comme un honteux abus de confiance; mais je ne puis me dispenser d'observer qu'elle est destructive de la liberté du théâtre, l'assemblée ayant décrété, d'après les droits de l'homme et au nom du sens commun, qu'il n'y avoit point d'autre censeur que le public; d'où il suit que le maire de Paris et sa sequelle ne peuvent avoir aucune inspection sur les œuvres de théâtre, non plus que sur les autres productions de l'esprit humain. Si la pièce patriotique de M. Parein n'a pas été reçue, c'est très-probablement que Bailly s'y est opposé. D'abord il déteste l'auteur, par cela seul qu'il est du nombre des vainqueurs de la Bastille: et puis combien le municipal, ce bas valet de la cour, n'a-t-il pas dû frémir de voir remêtré sous les yeux du peuple les traits de patriotisme, de courage et de vertu qui ont brillé le 14 juillet et que l'auteur a dû développer dans sa pièce? Le maire a tremblé que la représentation de cette pièce patriotique ne reveilla le civisme engourdi des Parisiens; lui qui alloit si basement complimenter quelques soldats pris d'eau-de-vie, lesquels pour de l'argent avoient brûlé la feuille de *l'Ami du peuple*. Comme cette pièce doit être une excellente école de civisme, à en juger d'après les sentimens connus de l'auteur, il importe qu'elle soit reçue au théâtre, en dépit des intrigues de Bailly, de Motté et de leurs mouchards qui ne man-

queront pas de s'y opposer. L'ami du peuple invite toutes les sociétés fraternelles, dont il est le pere, a la demander à corps et à cris.

Le club des Cordeliers voulant arrêter de pareils abus d'autorité et ne doutant nullement que les comédiens italiens n'aient été déçus dans le rapport qui leur a été fait de cette piece, vient de leur envoyer une députation chargée de s'informer des motifs de leur refus de jouer cette piece vraiment nationale, pour aviser aux moyens de ne pas priver le public d'une école de patriotisme aussi importante.

Scéleratesse des ennemis de la révolution.

L'auteur aristocrate du journal du soir de la rue Saint-Honoré, ne néglige aucune occasion de semer de faux bruits au désavantage des amis de la révolution. Dans sa feuille du 3 mars, il rapporte » qu'on » a trouvé sur le chemin de Clichy, un homme bien » vêtu et couvert de très-beau linge, percé de plusieurs coups de poignards : il ajoute qu'on a trouvé » sur lui deux cocardes blanches, fait attesté par » la maréchaussée qui a levé le cadavre. D'où il » conclut que ce n'est pas le patriotisme qui a causé » sa mort ».

Les personnes clairvoyantes pensent au contraire que cet infortuné est un bon patriote qu'ont assassiné les gardes-du-corps contre-révolutionnaires qui rodent dans les environs de Paris; conjecture presque établie par le fait; car il n'y a que les conspirateurs qui soient armés de poignards, qu'ont fait fabriquer les émissaires de Motté et de Bailly. A l'égard des cocardes blanches, on assure que ce sont les cavaliers de la maréchaussée qui les ont mises dans la poche du cadavre, pour desservir la cause de la patrie. Les coquins en feront bien d'autres, attendez-vous-y. L'auguste assemblée, deshonorée elle-même par ses trahisons et ses sottises, a cru les réhabiliter en les faisant changer de nom; mais le public n'a pas oublié que ces gendarmes nationaux furent toujours les infâmes satellites de la police, et il ne doute pas qu'ils ne soient de toutes les expéditions contre le peuple.

Le même rédacteur, lâchement vendu à Mortié, s'est empressé de répandre la nouvelle ou plutôt la lettre qui suit :

Paris ce 13 mars 1791.

« J'apprends que le poste de la rue de Montreuil a trouvé
 » ce matin un placard affiché dans le faubourg Saint-An-
 » toine, par lequel des honnêtes gens de l'ancien régime
 » invitent le peuple du faubourg à se rassembler le 14, pour
 » aller chez M. de la Fayette et le pendre : je ne pense pas
 » que ce peuple, qui naguères adorait notre brave général,
 » se porte à un excès aussi atominable ; mais s'il lui arri-
 » voit de s'égarer à un tel point, il doit s'attendre à trou-
 » ver M. de la Fayette entouré de légions d'honnêtes ci-
 » toyens, qui sont bien déterminés à répandre jusqu'à la
 » dernière goutte de leur sang, pour défendre une tête aussi
 » chère à la France.

» Je m'empresse de donner au public cet avis, tant pour
 » les mal-intentionnés que pour mes braves frères d'armes,
 » notamment ceux du faubourg St.-Germain, comme
 » les plus près du général ».

Signé Girardin, citoyen-soldat du bataillon
 du petit Saint-Antoine.

Pour l'édification du public, je dois observer, que ce Girardin, mouchard du général, est violemment soupçonné d'avoir affiché lui-même ce placard, qu'a fait faire le divin Mortié, de même que la lettre qui l'annonce. Le but du charlatan des deux mondes étoit de faire croire que les suppôts de l'ancien régime en veulent à sa vie, lui qui est leur sauveur, et qui n'est détesté que des amis de la révolution.

Ce conspirateur espéroit sans doute aussi inspirer aux badauds quelque intérêt pour ses jours, et attirer chez lui leurs bataillons, pour lui présenter leurs adorations ; ce dont quelques-uns de ses espions ont fait la proposition dans leurs corps respectifs : mais les badauds qui se lassent de tout, et qui sont toujours à courir après la nouveauté n'ont pas mordu à l'hameçon : l'ignorant, s'il connoissoit comme moi, leur caractère, il leur auroit fait proposer de venir lui présenter leurs hommages, habillés en femmes, ou en officiers ; et la chose auroit pris.

Prévarication du procureur-syndic de la municipalité parisienne.

Quittons un instant le général contre-révolutionnaire, pour dire un mot d'un de ses infâmes complices, le nommé Cabier, dit de Gerville : croiriez-vous que ce fonctionnaire municipal, a eue l'impudence de dire aux députés du club des Cordeliers et du club des ennemis du despotisme, qu'il avoit envoyé à l'accusateur public le procès-verbal de l'arrestation des prisonniers de Vincennes : à leur retour, M. Jozeau les a très-fort assurés que rien n'étoit plus faux : ainsi le procureur-syndic de la municipalité parisienne est, à la fois, un vil menteur, et un infâme complice de Motté. Le perfide, il n'a cherché qu'à prolonger la détention de ces infortunés, qu'on retient encore au secret au mépris de toutes les loix. Je les invite à prendre sans délai pour leur conseil MM. Parein, Pair, et Verrières, tous trois membres du club des Cordeliers et je les somme de poursuivre à outrance les auteurs municipaux prévaricateurs, dont ils doivent demander la forfaiture : je concourrai avec eux de tout mon pouvoir, pour faire punir ces indignes mandataires.

Platitude du bataillon de Trainel de la section de Popincourt.

Egaré par les mouchards du général ; il vient de se déshonorer ; par un arrêté, pris contre les vainqueurs de la Bastille qui en sont partie, pour les punir de leur déclaration politique, faite le jour de l'expédition de Vincennes : elle portoit que si on leur commandoit de faire feu sur leurs concitoyens, ils n'obéiroient pas en esclaves aux bourreaux du peuple. Par son arrêté le bataillon s'est donc reconnu principalement composé de mauvais citoyens prêts à devenir des valets de bourreau. Qu'il rougisse de son aveuglement, et qu'il fasse tomber son indignation sur les traîtres qui l'ont poussé à cette honteuse démarche.

MARAT, l'ami du peuple.

DE L'IMPRIMERIE DE MARAT.